

Les Roms, nouveaux boucs-émissaires ?

En août 1942, Monseigneur Saliège, archevêque de Toulouse, a fait lire une lettre pastorale qui est restée célèbre. En voici deux extraits : « *Que des enfants, des femmes, des hommes, des pères et des mères soient traités comme un vil troupeau, que les membres d'une même famille soient séparés les uns des autres et embarqués pour une destination inconnue, il était réservé à notre temps de voir ce triste spectacle.* » « *Les Juifs sont des hommes, les Juives sont des femmes. Tout n'est pas permis contre eux, contre ces hommes, contre ces femmes, contre ces pères et mères de famille. Ils font partie du genre humain.* »

Le 28 août 2010, sans vouloir établir de parallèle entre le sort des Juifs durant la guerre et celui des Roms aujourd'hui, sort qui bien évidemment n'est pas comparable, Monseigneur Robert Le Gall, archevêque de Toulouse déclare ne pouvoir se « *résoudre à voir les Roms et Gens du voyage victimes de préjugés et d'amalgames, boucs-émissaires désignés des difficultés de notre société, alors qu'ils en sont souvent les premières victimes* ».

Début janvier 2013, 14 familles roms, victimes de maltraitements en Bosnie ou en Serbie, sont chassées de leur campement situé le long de la voie ferrée à la Seyne. Selon les réglementations internationales, la France est tenue de recevoir ces demandeurs d'asile dans des conditions décentes, mais aucune municipalité, aucune administration n'a répondu à leur détresse en proposant un hébergement. Il a fallu des blessés, des caravanes caillassées, pour que des solutions d'hébergement provisoire soient mises en place pour quelques-uns d'entre eux ...

Le 14 mars 2013, le ministre de l'Intérieur reprenant une série de clichés détestables tient des propos injustifiables sur les Roms, allant jusqu'à déclarer qu'« *ils ne souhaitent pas s'intégrer dans notre pays pour des raisons culturelles* ».

Le 19 mars 2013, le préfet du Var fait évacuer par la force publique un bâtiment désaffecté - l'USAM, boulevard Commandant Nicolas, à Toulon - qui était occupé par une quarantaine de Roms de nationalité roumaine dont les enfants étaient scolarisés dans le quartier. Ils sont mis à la rue, sans proposition d'hébergement, et le bâtiment est maintenant muré.

Alors que le nombre d'évacuations forcées de Roms de leurs campements n'a jamais été aussi élevé, nous nous associons à la prise de position de Mgr Le Gall : « *Nous sommes convaincus que le remède à la peur et à l'insécurité ne se trouve pas dans une surenchère sécuritaire mais passe par une action de longue haleine nourrie de respect et de connaissance réciproques.* »

Nous n'acceptons pas la politique menée depuis des années par les gouvernements successifs envers les migrants. Les engagements de campagne du président de la République doivent être respectés ! La circulaire interministérielle du 26 août 2012 « relative à l'anticipation et à l'accompagnement des opérations d'évacuation des campements illicites » doit être appliquée.

Toulon le 27 avril 2013

Le collectif varois de soutien aux migrants

RESF, CCFD, LDH, LA CIMADE, ADAJETI, Emmaüs Var, FCPE83, Entraide protestante Sanary, EELV, PC, Sud educ, Partit occitan, CGT, FSU, NPA, UNSA, les Indignés

LDH - Section de Toulon 06 21 63 10 88 – RESF (Réseau éducation sans frontières) 06 10 73 82 68